

Sarkozy emmène Boubakeur dans ses valises algériennes, et stigmatise l' »islamophobie » !

On va dire qu'on pinaille, à Riposte Laïque. A la lecture de toutes les personnes qui ont accompagné le Président de la République, lundi et mardi dernier, en Algérie, pourquoi allons-nous encore ergoter sur un seul nom, celui du recteur de la Mosquée de Paris ?
[http://www.lejdd.fr/cmc//politique/200748/ils-accompagnent-sarkozy-en-algerie_76281.html->http://www.lejdd.fr/cmc//politique/200748/ils-accompagnent-sarkozy-en-algerie_76281.html]

Sans doute certains laïques « ouverts, modernes, dynamiques, apaisés » diront que nous sommes d'incurables sectaires, mais nous pensions vivre dans un pays où le politique et le religieux étaient séparés. Certes, dès le premier numéro de Riposte Laïque, Jocelyn Bézecourt nous informait des premiers exploits du nouvel hôte de l'Élysée, dans un article intitulé Nicolas Sarkozy, plus près de toi, Seigneur :
[<http://www.ripostelaique.com/spip.php?article30>-><http://www.ripostelaique.com/spip.php?article30>]

A la rigueur, on aurait pu fermer les yeux sur le nombre de grands patrons de cette délégation, prêts à croire une belle histoire : ils vont mettre toute leur énergie, derrière le chef de l'État, pour nous ramener plein de contrats qui vont faire travailler plus les salariés de notre pays, qui gagneront ainsi davantage (car bien sûr, nous n'osons envisager que les employeurs puissent délocaliser).

Mais Boubakeur, à quoi sert-il ? Il ne va pas nous ramener un

kopek de commandes. Il a, d'autre part, une carte de visite qui devrait le rendre infréquentable par tout homme politique digne des principes républicains de notre pays. En 1989, lors de la fatwa lancée par l'ayatollah Khomeiny contre Salman Rushdie, il approuve la sentence de mort prononcée par les fanatiques islamiques. Il n'a jamais protesté contre le viol de la laïcité que constituait le voile à l'école, et a lutté contre tout projet de loi. Il a manifesté dans les rues de Paris, avec le rabbin Sitruk et l'archevêque de Paris, Lustiger, contre le projet du Pacs, montrant l'œcuménisme homophobe des trois religions du Livre.

Son « heure de gloire » sonnera en 2006, quand il se joindra à l'UOIF et à la Ligue Islamiste mondiale dans la plainte déposée contre *Charlie Hebdo*, montrant qu'il n'était en rien un musulman modéré, mais un recteur liberticide qui rêvait de remettre en cause le droit au blasphème. Il a toujours utilisé le mot « islamophobie » pour intimider tous ceux qui auraient envie de dire que prier cinq fois par jour, séparer les hommes et les femmes, voiler ces dernières, interdire de changer de religion ou de se déclarer athée, ne paraissent pas des pratiques très progressistes. Là dessus, il aura rencontré le soutien indéfectible de la direction du Mrap et de la LDH, avec les tristes duettistes Aounit-Tubiana.

Mais entre le colérique recteur et l'UMP, c'est une grande histoire d'amour, tellement forte qu'il sera défendu, lors du procès des caricatures, par Francis Spizner, avocat qui a plaidé pour Jacques Chirac dans toutes ses sombres affaires, lorsqu'il était président.

A cette occasion, Nicolas Sarkozy avait fait preuve d'une grande intelligence politique, en défendant Charlie Hebdo, avec cette phrase : « *Plutôt un excès de caricature, qu'un excès de censure* ».

Cette attitude aussi liberticide aurait dû discréditer à jamais Boubakeur auprès des représentants de l'Etat. Au lieu

de cela, tout le monde se précipite chez lui pour rompre le jeûn, lors du ramadan. Et, au mépris de tous les principes laïques de ce pays, il est récompensé de son oeuvre en faisant partie d'une délégation officielle, derrière l'hôte de l'Elysée.

Sarkozy a, depuis longtemps, multiplié les gages envers les religieux musulmans. Une amie de La Courneuve nous disait que, ministre de l'Intérieur, il y descendait entouré d'imams originaires de plusieurs pays, censés représenter l'ensemble des populations. Dernièrement, à la télévision, il parle, lui le président d'un pays laïque, du Maroc, à qui on a vendu le TGV, comme d'un pays musulman. Il aurait pu se contenter de dire maghrébin. Lors de cette même interview, devant Poivre d'Arvor et Chabot, il dit son refus de l' »islamophobie « et de l'antisémitisme en France, se livrant à un scandaleux amalgame.

Erreur de langage, aurait-il voulu parler de son refus du racisme ? Pas du tout, il réitère ses propos en Algérie, se permettant de fustiger encore l' »islamophobie «.

Un tel discours est criminel pour les principes laïques de notre pays, pour le droit au blasphème, pour le droit à la libre critique de tous les dogmes, donc de toutes les religions. C'est une aubaine pour les islamistes qui, dans certaines instances de l'Onu, mènent une campagne acharnée pour interdire toute critique de leur religion, en usant de cet amalgame.

En jouant de cette ambiguïté, les communautaristes musulmans multiplient les demandes dérogatoires, en tenant leur discours victimaire. Ils ont raison, en Europe, et en France, plus on leur lâche du lest, plus ils en redemandent ! En Grande-Bretagne, un hôpital, non content de servir des repas halal, a accepté de tourner les lits des patients vers La Mecque ! A quand cette requête en France ? Pour l'instant, ils sont sur les accompagnatrices voilées à l'école et la viande halal dans

les cantines scolaires. Mais avec l'appui de ce bon Boubakeur, et de Nicolas Sarkozy, au nom de la lutte contre l'islamophobie, gageons que ce sera pour bientôt !

Ces deux là jouent ensemble le communautarisme contre la laïcité. Ils ne sont pas seuls. Le consistoire israélite et le rabbinat, pour ne pas être en reste, demandent aux universités de tenir compte, lorsqu'elles fixent le calendrier des examens, de tenir compte du calendrier des jours fériés juifs. Ils stigmatisent l'attitude « laïciste croissante des présidents d'université ». Au lieu de les renvoyer à leurs prières, David Martinon, porte-parole de l'Elysée, et Michèle Alliot-Marie, ministre de l'Intérieur, ont saisi Valérie Pécresse, pour lui demander de résoudre ce « grave problème ».

Lors d'un prochain voyage de Nicolas Sarkozy en Israël, on peut prendre les paris, le communautariste rabbin Sitruk sera du voyage.

De même que les mitrés n'oublieront pas, s'appuyant sur ce précédent, de demander à en être lorsque le président ira faire un tour en Pologne, en Slovénie ou dans les derniers bastions du catholicisme. Gageons que Boutin sera en première ligne, et aux anges. Quand Sarkozy ira baiser l'anneau du Pape, le 20 décembre prochain, les cardinaux français vont se bousculer au portillon pour faire partie de la délégation !

Après tout, le traité constitutionnel européen, qu'on se prépare à ratifier en contournant l'avis du peuple, était très clair sur cette question : les Eglises devaient être des interlocuteurs incontournables des Etats, pour toute question de société.

On peut s'attendre, pour le plus grand plaisir des autres Eglises, à ce qu'après les municipales, on rentre dans le vif du sujet : la remise en cause de l'article 2 de la loi de 1905, qui interdit tout financement des cultes.

Là encore, l'islam sera le fer de lance de l'offensive. On

nous racontera que pour lutter contre la délinquance, et contre l'intégrisme, il faut construire des mosquées, encore des mosquées, toujours plus de mosquées.

Gaudin donne l'exemple à Marseille. Il y en avait déjà 62, il va en construire une très grande, payée partiellement par le contribuable, dans les quartiers Nord, évidemment. Estrosi veut faire de même à Nice, en plein centre-ville. Quand y aura-t-il vraiment une réflexion, dans ce pays, sur la multiplication des constructions de mosquées, les symboles, et surtout les conséquences ?

On nous fera le coup de l'égalité des religions. Il y a 36.000 églises, et seulement 1.500 mosquées en France, la Halde va bien y voir une discrimination intolérable.

Payer des mosquées à la « religion des pauvres », tel est le programme de Sarkozy, pour le plus grand bonheur des Évangéliques, qui vont réclamer la même chose, quand leur heure sonnera.

Grosdidier, député UMP de Moselle, demande qu'on étende le concordat à la religion musulmane.

Roubaud, député UMP du Gard, a demandé, suivant les prescriptions de Boubakeur et de l'UOIF, qu'on légifère contre le délit de blasphème.

Quel parti de gauche va protester contre Sarkozy, s'il autorise le financement des mosquées, quand nombre d'élus locaux accordent des baux emphytéotiques exorbitants aux Églises, et qu'hélas, bien souvent, comme à Marseille ou à Montreuil, seule l'extrême droite proteste (à Montreuil, elle n'a protesté que contre la religion musulmane et n'a rien dit contre les mêmes dérogations accordées à la religion juive).

En emmenant Boubakeur dans ses valises, Sarkozy veut nous habituer à ce que le religieux et le politique cohabitent, dorénavant, en France, comme si 1905 n'avait jamais existé.

En novembre 2006, à l'Ile de La Réunion, la présidente du conseil général, l'UMP Nassimah Dimdar, présentée par les communautaristes comme « élue musulmane », se vit remettre la Légion d'honneur par l'évêque de La Réunion, Aubry.

Un exemple qui doit faire phantasmer Sarkozy, Boutin, Boubakeur, Sitruk, Vingt-Trois, les évangéliques, les Jéhovah, les Mormons, les Scientologues, les commissaires européens et tous ceux qui veulent en finir avec la spécificité laïque française.

Remplacer la solidarité républicaine par la charité des Eglises, remplacer les travailleurs sociaux et les policiers par les imams et les grands frères, rien de tel quand on veut communautariser la société, et briser les solidarités sociales. Aux Etats-Unis, cela a remarquablement marché.

Mais attention, le Gaulois est imprévisible...